

# La montée du secteur tertiaire

*Le bureau du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) en Mauritanie, initiateur de l'atelier régional de suivi-évaluation des programmes de développement en Afrique de l'Ouest et du centre, a organisé en marge de cette importante rencontre qui a réuni une quarantaine de pays et d'organisations internationales, un point sur le Rapport 2004 de la CNUCED (Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement).*

**J**eudi 25 novembre 2004 au Monotel Dar El Barka à Nouakchott. La représentante résidente, Mme Cécile Molinier, bousculée par son emploi du temps, a laissé à son conseiller stratégique en matière économique, M.Lemrabott Ould Sidi Ali, le soin de présenter le document.

Le Rapport sur l'investissement dans le monde est caractérisé cette année, selon le conseiller stratégique du PNUD, par l'émergence des services. En effet, précise-t-il «l'économie mondiale sous l'effet conjugué de la mondialisation et du développement des nouvelles technologies est en train de se tertialiser», ce qui aboutit à un gonflement de la sphère tertiaire et de la «nouvelle économie» qui est constituée par tout ce qui est électronique, télétravail...mais aussi le développement des services financiers, avec la montée des

groupes et marchés financiers dans la périphérie du système international.

Dans le contexte mauritanien, M.Lemrabott constate une rupture avec les tendances passées, car selon lui «depuis 2001, on assiste à un accroissement des investissements directs étrangers (IED) et un gonflement de ses flux». Il citera de prime abord la privatisation des secteurs des télécommunications en 2000 et l'entrée sur le marché mauritanien du privé marocain dans le capital de la Mauritel et des Tunisiens dans celui de la MATTEL. «Dans la foulée, ajoute-t-il, on a assisté à un flux important d'IED dans la recherche pétrolière, qui ira crescendo avec l'exploitation de cette importante ressource nationale.» Cette poussée exponentielle de flux financier est cependant mal cernée par le Rapport, dira-t-il, soulignant au passage que malgré tout



l'apport en IED demeure faible en Mauritanie, puisqu'il se chiffre à moins de vingt millions de dollars U.S par an. «Rapporté au produit intérieur brut, le flux net des investissements demeure moins important que la part de l'aide publique au développement», précise-t-il. D'autre part, la Mauritanie reste encore à l'écart de cette grande dynamique internationale déclenchée depuis plusieurs décen-

nes, et qui est la dynamique de la délocalisation et de la dispersion des capacités manufacturières. L'industrie étant à la base de toute croissance économique durable et de la revalorisation en terme de revenu national, elle constitue un passage obligé au développement, or le tissu industriel en Mauritanie est encore embryonnaire constate le conférencier. L'économie mauritanienne reste malgré tout caractérisée par

une forte tertiarisation, avec une part de 50% au secteur des services, ce qui rejoint la tendance constatée au niveau mondial par le Rapport sans que l'on puisse encore déterminer s'il s'agit là d'un avantage ou d'un inconvénient dans le contexte local.

Cheikh Aïdara